

Devoir de renouvellement!

Depuis son dernier congrès, la CSN a amorcé une réflexion en profondeur sur la nécessité de renouveler les pratiques syndicales, voire le syndicalisme dans son ensemble. Le CCMM-CSN est aussi d'avis que cette réflexion est incontournable et qu'il est plus que temps que l'on s'y engage, surtout compte tenu de la conjoncture à laquelle nous faisons face. Ébranlés par la crise en 2008, les dirigeants capitalistes se sont rapidement remis en selle, redoublant de malice pour assurer leur mainmise sur l'économie, et sur les travailleuses et les travailleurs. D'un autre côté, les peuples, un peu partout sur la planète, se sont mis à clamer massivement leur indignation de plus en plus fort. Le Québec n'a pas échappé à ce vaste mouvement d'indignation, celui-ci atteignant son paroxysme au cours de la désormais célèbre grève étudiante contre la hausse des frais de scolarité. Par ailleurs, cette réflexion doit, plus que jamais, reposer sur les valeurs qui sont les fondements de l'action syndicale à la CSN : l'autonomie, la démocratie et la solidarité.

Réaffirmer nos valeurs

Les politiques néolibérales ont conduit nos sociétés à adopter des pratiques et stratégies qui induisent des rapports sociaux fondés sur le *chacun pour soi* et sur l'assujettissement des individus à l'économie capitaliste. La société québécoise n'a pas été épargnée. Les services publics, quels qu'ils soient, sont malmenés par les velléités de privatisation et les multiples réorganisations, sans que l'on accorde toujours une juste place dans ces redéfinitions aux principaux artisans de ces services, soit les travailleuses et les travailleurs qui les dispensent au quotidien, ni à ceux et celles qui les utilisent. On a remis les approches plus collectives qui ont été à l'origine par exemple, de la création des CLSC ou encore, de l'émergence des groupes populaires et communautaires, lieux d'intervention faisant une place tant à l'intervention individuelle qu'à l'action collective.

Le mouvement syndical, vecteur de résistance majeur, n'est pas épargné par cet effritement graduel des rapports de solidarité et ce, pour diverses raisons. Les syndicats de la santé et des services sociaux subissent encore les contrecoups de la fusion des accréditations syndicales. Les trous dans la loi anti-briseurs de grève continuent d'apporter leur lot de soucis aux travailleuses et aux travailleurs en conflit. Le rapport au travail est de plus en plus morcelé, ce qui rend encore

plus difficiles, non seulement les avancées en matière de syndicalisation mais aussi le travail syndical au quotidien. La judiciarisation des relations de travail s'est progressivement implantée au détriment des approches plus collectives. Nos luttes doivent renouer avec le « politique », le premier et le deuxième fronts devenir indissociables.

La rupture des liens sociaux collectifs, véritable cancer qui vise la mort de la résistance sociale, a répandu ses métastases partout dans notre société, conduisant tout le monde, voire la planète elle-même, au bord de l'essoufflement et de l'effondrement. Mais il y a espoir de rémission! Si les rapports collectifs sociaux et politiques ont été grandement malmenés, plusieurs exemples démontrent qu'il y a une volonté réelle des peuples de revisiter et de reconstruire la solidarité pour faire face aux attaques qui les assaillent.

Ce que plusieurs ont appelé le *printemps érable* en est un exemple marquant. La lutte résolue et rassembleuse du mouvement étudiant au printemps 2012 a soulevé un vent de fronde et de résistance qui s'est étendu à de larges pans de la société. Pour paraphraser un slogan issu de cette lutte, si la grève était étudiante, les gens ont rapidement compris que la lutte était populaire! L'adoption de l'ignoble loi 12 par le gouvernement Charest fut une étincelle qui a fait descendre les gens dans la rue, casserole à la main. Le mouvement étudiant a mis la table et la population s'est massivement invitée au repas! En ce sens, l'avènement des réseaux sociaux changent la donne dans un monde où l'information est de plus en plus centralisée et contrôlée par des médias à la solde du discours dominant.

On peut se poser la question à savoir si cette lutte s'est avérée une préceuse ou si elle s'est inscrite dans la lancée des mouvements d'indignés incarnés par les expériences des mouvements *Occupy* et par le printemps arabe. Ces mobilisations, organisées à l'extérieur des milieux de résistance traditionnels nous interpellent et posent d'importants défis au mouvement syndical. Nous devons revoir notre rôle de façon globale, à la fois en revisitant nos rapports de solidarité internes avec nos membres, tout en consolidant nos rapports de solidarité externes, avec l'ensemble de ceux et celles qui partagent les mêmes valeurs de justice sociale.

Nos luttes doivent être multiples, car comme nous l'affirmions au dernier congrès : *On manque pas de fronts !* De grands axes d'action et de mobilisation se dessinent clairement à l'horizon pour orienter nos luttes. D'abord, nous devons redéfinir le travail, la place qu'il occupe dans nos vies et comment il s'exprime dans nos milieux de travail. Pour ce faire, il nous faut revenir à la base et consolider nos rapports de solidarité à l'intérieur même de nos milieux de travail, en y établissant une vie syndicale forte et inspirante. Par ailleurs, nous ne

pourrons livrer nos batailles avec succès si nous n'élargissons pas celles-ci aux autres luttes citoyennes qui nous touchent toutes et tous à plus d'un titre. Cet élargissement doit également se déployer au-delà de nos frontières. Nous l'avons dit à maintes reprises : la mondialisation des économies appelle plus que jamais une mondialisation des solidarités. À cet égard, les vagues d'indignation qui ont balayé la planète et les liens tissés internationalement, par exemple dans le cadre des mouvements *Occupy* ou de la lutte étudiante sont porteurs d'espoir.

Il est également de notre devoir de mettre fin à la corruption qui nourrit le système capitaliste et à l'indécence des pratiques des classes dominantes qui n'hésitent pas à bafouer les droits humains les plus fondamentaux avec comme seul objectif de s'en mettre plein les poches. Nous devons aussi riposter à l'explosion des *think tanks* de droite qui contaminent les analyses conjoncturelles et qui se déploient dans de vastes entreprises de propagande politique visant à justifier l'injustifiable. Enfin, nous devons poursuivre notre action pour la survie de la planète afin que les générations à venir puissent connaître un futur florissant!

1. Redéfinir le travail

Dans les milieux de travail, on exige que les travailleuses et les travailleurs en fassent toujours plus avec moins. Quelles revendications aimeriez-vous que le conseil central porte pour améliorer la vie au travail dans la région?

2. Une vie syndicale inspirante et tournée vers l'action

Plusieurs syndicats constatent une baisse de participation dans leurs instances et ce, pour plusieurs raisons. En est-il ainsi dans votre syndicat? Si oui, pourquoi? Sinon, pourquoi? Quels sont les moyens à mettre de l'avant pour agir? Comment le conseil central peut-il y contribuer?

3. Consolider nos solidarités à l'ensemble de ceux et celles qui partagent les mêmes valeurs et intérêts que nous

Plusieurs conflits vécus par les syndicats de la région ont été très durs. Comment voyez-vous la solidarité intersyndicale? Comment maximiser les actions du réseau de solidarité mis en place lors du dernier congrès?

Aussi, la lutte pour la préservation des services publics est un cheval de bataille majeur du conseil central. Quels enjeux sont prioritaires et quels moyens d'action seriez-vous prêts à privilégier?

Dans un contexte de mondialisation des économies, il est nécessaire d'élargir nos solidarités au plan international. Selon vous, quels sont les enjeux à privilégier en matière de solidarité internationale ?

4. Combattre la corruption et autres pratiques inacceptables des classes dirigeantes?

L'actualité est remplie d'exemples de corruption, notamment à Montréal et à Laval, dans divers dossiers. Cela a des impacts sur les finances publiques. Aussi, bon nombre d'entreprises n'hésitent pas à bafouer les droits humains les plus élémentaires. De plus en plus de révoltes grondent. Que pense votre syndicat de ces situations? Quelles sont les situations qui vous apparaissent prioritaires? Les actions à mettre de l'avant?

5. Vers une vaste campagne d'éducation populaire

Il est parfois difficile de faire la différence entre l'information et la propagande des dirigeants. Quels sujets souhaiteriez-vous aborder avec nous? De quelle manière (visite dans vos instances, soirées d'information, etc.)?

6. Sauver la planète : en marche vers une société différente?

Le conseil central est engagé dans plusieurs dossiers dans une perspective de développement durable comme plusieurs de ses syndicats affiliés d'ailleurs. Malheureusement, des entreprises tentent de récupérer ces principes à leur faveur et de faire porter le fardeau des changements sur le dos des travailleuses et des travailleurs.

Quels sont les enjeux qui vous préoccupent le plus dans la région? Le transport? La réduction des gaz à effet de serre? La gestion des matières résiduelles? L'aménagement du territoire? Le logement?